



Table des matières

1	Les fragilités de l'hyperpuissance depuis 1991.	2
1.1	Un monde unipolaire organisé autour de l'hyperpuissance américaine.	2
1.2	Le choc du 11 septembre et la tentation de l'unilatéralisme	3
1.3	Évolutions récentes de la politique américaine	4
2	Crimes de masse et génocides : l'exemple de Sarejvo, la justice internationale et autres drames	5
2.1	L'éclatement de la Yougoslavie et le retour de la guerre en Europe	5
2.2	Le siège de Sarajevo et la purification ethnique en Bosnie	6
2.3	Les conséquences du conflit	6
2.4	Autres drames et justice internationale	7



I Les fragilités de l'hyperpuissance depuis 1991.

I.1 Un monde unipolaire organisé autour de l'hyperpuissance américaine.

À partir du début des années 1990, les États-Unis n'ont plus de rivaux sur la scène internationale. Dans un ouvrage paru en 2000, le ministre français des affaires étrangères Hubert Védrine affirme que la notion de « superpuissance », « trop exclusivement militaire », ne suffit plus pour désigner leur situation. Il emploie celui de « hyperpuissance » pour montrer que « la suprématie américaine d'aujourd'hui s'exprime aussi bien sur l'économie, la monnaie, la technologie, les domaines militaires que sur les modes de vie, la langue et les produits culturels de masse ». Ils sont en effet le seul État au monde à disposer à la fois du soft power et du hard power. La puissance américaine s'exerce, jusqu'en 2001, dans un certain respect des institutions internationales et dans le but de la construction d'un ordre mondial qui lui soit favorable. C'est ce que l'on appelle la Pax americana à l'œuvre depuis 1945.

Selon l'historien américain Fukuyama, la « fin de l'histoire » serait la diffusion du libéralisme et de la démocratie grâce aux États-Unis, ce qui apporterait la prospérité et la paix mondiale. Pour atteindre cet objectif, les États-Unis, sous la présidence de George Bush (1989-1993), souhaitent établir un « nouvel ordre mondial » : les États-Unis vont promouvoir le droit international, la paix et la démocratie dans le monde en s'appuyant sur l'ONU qui n'est plus bloquée par la rivalité américano-soviétique. Les États-Unis auraient l'obligation d'être présents partout où sont bafoués le respect du droit international et les décisions légitimes de l'ONU.

Toutefois, les actions des États-Unis relèvent plus de la Realpolitik sous couvert de « défense du monde libre » ou de « lutte contre l'empire du mal », elles visent principalement à la sauvegarde des intérêts américains. La première guerre du Golfe (1990-1991) semble matérialiser ce nouvel ordre international. L'Union soviétique n'a pas les moyens d'intervenir aux côtés des forces de l'ONU, ni de s'opposer à l'intervention militaire. Face à l'affaiblissement de l'URSS qui tâche de sortir de ses grandes difficultés économiques, les États-Unis sont libres de gérer la crise au mieux de leurs intérêts, aidés par le consensus qui diabolise Saddam Hussein et le refus de voir un État membre de l'ONU rayé de la carte.

Avec l'administration Clinton (1993-2001), le leadership est plus ouvertement assumé à travers une politique d'enlargement (« Nous ne sommes pas et nous ne pouvons pas être les gendarmes du monde. Mais là où nos intérêts et nos idéaux le demandent, et quand nous aurons la possibilité de marquer notre empreinte, nous agiront et nous assumerons le rôle de leader... Nous sommes décidés, en particulier, à favoriser le flot montant de la démocratie et du libre marché sur tous les continents » - Bill Clinton, entretien avec la revue Limes en 1997). Elle se manifeste par les efforts de Clinton pour faire entrer la Chine dans l'OMC (elle y entre en 2001), par de nouvelles interventions militaires (Yougoslavie) mais toujours dans le cadre d'une sécurité collective gérée par l'ONU et par le rôle d'arbitre des États-Unis au Proche-Orient en soutenant le rapprochement israélo-palestinien à partir de 1993.

Mais, ce nouvel ordre mondial présente certaines limites, car les États-Unis agissent sur-



tout en fonction de leurs intérêts. Au cours de la guerre du Golfe, l'intervention aurait-elle été si vigoureuse si le Koweït n'avait pas été un gros exportateur de pétrole et si le golfe Persique n'avait pas recelé plus de la moitié des réserves de pétrole mondial ? Ainsi, l'intervention en Somalie, en décembre 1992, à la demande de l'ONU, est un échec, car les troupes américaines se retirent dès la mort de 18 soldats en octobre 1993 (148 morts en Irak). Les États-Unis restent méfiants vis-à-vis des instances internationales (refus du protocole de Kyoto et non-ratification de la Cour Pénale Internationale), rappelant la tradition isolationniste du pays. Enfin, ils ne souhaitent pas remettre en cause les équilibres internationaux, par exemple, en n'intervenant pas contre la Russie dans le conflit tchétchène, ni contre la Chine au Tibet.

1.2 Le choc du 11 septembre et la tentation de l'unilatéralisme

L'entourage de George W. Bush (2001-2009) est influencé par le néoconservatisme selon lequel les États-Unis doivent utiliser leur puissance pour promouvoir la démocratie et « remodeler » le monde, y compris par la force.

Le mardi 11 septembre 2001, deux avions de ligne détournés percutent et détruisent les tours jumelles du World Trade Center à New York. Un troisième avion s'écrase sur le Pentagone à Washington tandis qu'un quatrième, dont la cible était le Capitole ou la Maison Blanche, s'écrase en Pennsylvanie. Ces attaques terroristes font près de 3000 morts. Les lieux visés sont des symboles de la puissance économique, militaire et politique des États-Unis. Les images de l'attentat sont médiatisées dans le monde entier. Le journal *Le Monde* en France titre « Nous sommes tous américains ». L'organisation terroriste Al-Qaïda revendique l'attentat, qui s'attaque à ses ennemis en Occident mais également dans les États musulmans.

À la suite des attentats du 11 septembre, le Président Bush réoriente la politique étrangère américaine. Il désigne certains États « ennemis », la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak et leurs alliés comme formant « l'Axe du mal » (le terme d' "États voyous" ou "Rogue States" est également employé). L'intervention en Afghanistan en 2001 est largement soutenue par la communauté internationale. Mais au début de l'année 2003, Bush annonce son intention de renverser Saddam Hussein, le dictateur irakien, que les États-Unis accusent de soutenir le terrorisme international et de dissimuler des armes de destruction massive. Certains alliés traditionnels des Américains s'opposent à une intervention militaire, la France et l'Allemagne en particulier, mais également plusieurs États d'Amérique latine.

Une coalition menée par les Américains envahit pourtant l'Irak, sans mandat de l'ONU. Cette opération entraîne un retour à l'unilatéralisme américain et met fin à l'espoir d'un "nouvel ordre mondial" fondé sur le multilatéralisme souhaité par le président George Bush au début des années 1990. En réalité, l'Irak est très affaibli par les conflits successifs depuis 1980 et par l'embargo qui avait suivi, plus vulnérable militairement que la Corée du Nord ou l'Iran, divisé sur le plan ethnique et religieux (Kurdes, Chiïtes, Sunnites) et, enfin, le régime de Saddam Hussein est responsable de suffisamment de crimes pour être isolé. La guerre d'Irak divise la communauté internationale et la politique étrangère des États-Unis suscite de vives critiques. L'efficacité de cette politique est d'autant plus remise en cause que le terrorisme n'est pas éradiqué. En revanche, l'influence américaine se renforce en Europe de l'Est : plusieurs pays de l'ancien bloc soviétique entrent dans l'OTAN en 2004.

Même les pays qui interviennent en Irak (Royaume-Uni, Italie, Japon, Espagne) le font souvent contre le sentiment de leurs populations. L'opinion américaine est, elle-même, divisée sur cette intervention. Cette guerre ne règle rien, au contraire, elle contribue à déstabiliser le Moyen-Orient. La coalition fait face à une résistance acharnée de sa population qui après la chute de Saddam Hussein (exécuté en 2006) n'accepte plus l'occupation étrangère. L'efficacité de cette politique est d'autant plus remise en cause que le terrorisme n'est pas éradiqué : des attentats suicide sont régulièrement perpétrés en Irak et en Afghanistan. Les villes de Madrid (2004), Londres (2005, 2017) et Mumbai (2008) sont également frappées par des attaques terroristes. Quelques années plus tard, les attentats reprennent avec Paris en janvier et en novembre 2015.

En 2008, Georges W. Bush prononce à plusieurs reprises le mot « multilatéral ». Les États-Unis privilégient depuis lors les interventions indirectes - frappes de drones, contre-terrorisme, formation de forces armées locales, etc. - et dans un discours à l'ONU où il plaide pour une solidarité internationale face au terrorisme.

1.3 Évolutions récentes de la politique américaine

L'intervention injustifiée en Irak et les mauvais traitements infligés aux prisonniers en Irak comme à Guantanamo alimentent un fort anti-américanisme dans le monde. Les États-Unis sont de plus en plus isolés diplomatiquement. D'autant qu'ils ne parviennent pas à contrôler l'Irak (attentats, situation de quasi-guerre civile) et que l'opinion américaine s'inquiète du nombre de tués. Sur le plan énergétique, les États-Unis sont lourdement dépendants de leurs fournisseurs, en particulier de pétrole. Sur le plan économique, la crise financière de 2007 renforce la dette américaine et rend son budget dépendant des capitaux étrangers, en particulier chinois.

Élu, en 2008, Barack Obama inaugure une nouvelle politique extérieure. Démocrate, hostile dès le début à la guerre en Irak, il amorce le désengagement des troupes en Irak (retrait terminé en 2012) et privilégie le retour à un multilatéralisme souple. Ainsi, il renoue avec les instances internationales (ONU, G20), accorde plus d'importance à la question du développement durable et à la gouvernance économique mondiale. En 2011 et 2013, les États-Unis laissent la France et le Royaume-Uni résoudre seuls les questions libyennes puis maliennes. Ce changement d'attitude permet aux États-Unis de conserver un rôle de premier plan d'autant plus que l'élection du premier président noir et le charisme d'Obama améliorent l'image de l'Amérique et donc son influence dans le monde. En soutenant les « Printemps arabes », il fait le pari de la démocratie au risque de voir des partis islamistes s'installer. Les États-Unis conservent leur leadership et montrent qu'ils restent prêts à agir seuls sans consulter leurs alliés (exécution de Ben Laden au Pakistan en 2011). Cette politique se prolonge avec la réconciliation avec Cuba en 2015.

L'élection de Donald Trump en 2017 change la donne en partie de la politique extérieure, plus protectionniste, et les tensions avec la Chine sur les questions industrielles sont des points épineux, et qui donne lieu à une guerre tarifaire. L'élection de Biden en 2020 n'a pas



affaibli ces tensions montrant l'opposition de deux mondes. Actuellement, l'affirmation de la Russie de Vladimir Poutine la guerre en Ukraine semble marquer la fin de la Pax Americana.

2 Crimes de masse et génocides : l'exemple de Sarejvo, la justice internationale et autres drames

2.1 L'éclatement de la Yougoslavie et le retour de la guerre en Europe

La Yougoslavie regroupe de nombreuses nationalités et ethnies différentes : Slovènes et Croates (Slaves catholiques), Serbes, Monténégrins et Macédoniens (Slaves orthodoxes), Bosniaques (musulmans), Hongrois et Albanais. En Bosnie-Herzégovine, dont la capitale est Sarajevo, les Bosniaques cohabitent avec les Serbes et les Croates. Outre les propositions ethniques et religieuses, des rancœurs historiques existent entre certains peuples : par exemple, les Serbes ont subi des massacres perpétrés par l'État croate, allié de l'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale.

La chute du communisme entraîne une vague d'indépendantisme et un éclatement de la fédération yougoslave. Une première guerre est déclenchée après la proclamation de l'indépendance de la Croatie et de la Slovaquie en juin 1991. L'armée fédérale yougoslave du président serbe Slobodan Milosevic s'implante dans une partie de la Croatie en posant comme protectrice de la minorité serbe. L'armée met en place un plan de « purification ethnique » impliquant l'installation de réfugiés serbes dans des régions vidées de leurs habitants croates, que ceux-ci aient été chassés, regroupés dans des camps ou massacrés.

L'Union Européenne finit par reconnaître les États nés de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. En mai 1992, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une série de sanctions contre la Yougoslavie et le secrétaire d'État américain agite la menace d'une intervention militaire. Il faut cependant attendre novembre 1995 pour aboutir à la conclusion d'un cessez-le-feu, puis à un accord de paix paraphé le 21 novembre à Dayton aux États-Unis sous l'égide du président américain Bill Clinton.

La capitale de la République de Bosnie-Herzégovine proclame son indépendance – tout comme la Macédoine – en septembre 1991. Les Serbes, qui y forment une importante minorité (40% de la population) s'organisent en milices fortement armées pour lutter contre les Croates et les musulmans aux côtés de l'armée fédérale, appliquant sur le terrain une politique de nettoyage ethnique particulièrement féroce (villages incendiés, viols systématiques, populations déportées, internées dans de véritables camps d'extermination ou massacrées comme à Srebrenica en juillet 1995).

Dès février 1992, l'ONU crée une force d'interposition, la FORPRONU. Mais le contexte international est particulier : l'URSS vient d'éclater et les Balkans ne font pas partie de la zone d'influence traditionnelle des États-Unis. La CEE se divise : la France soutient la Serbie, son alliée historique, alors que l'Allemagne reconnaît l'indépendance de la Croatie et de la Slovaquie.



2.2 Le siège de Sarajevo et la purification ethnique en Bosnie

L'indépendance de la Bosnie entraîne une guerre entre les trois communautés, Serbe, Bosniaque et Croate : l'armée serbe bombarde Sarajevo pendant 1 365 jours (avril 1992-février 1995) et les snipers prennent les civils pour cibles. La ville n'est plus approvisionnée que par une aide humanitaire de l'ONU. On estime à 10 000, le nombre de victimes du siège de la ville. Dans le même temps, en Bosnie, les Serbes mènent une stratégie d'épuration ethnique contre les Bosniaques musulmans.

Toutes les tentatives faites sous l'égide de l'Union Européenne et de l'ONU pour résoudre les problèmes de l'ex-Yougoslavie ou simplement permettre un cessez-le-feu échouent. Les Casques bleus, qui sont déployés dans quatre « zones protégées » de Croatie tenues par les Serbes, ainsi qu'en Bosnie-Herzégovine ont un rôle restreint à faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et assurer la sécurité de l'aéroport de Sarajevo.

L'Union européenne finit par reconnaître les États nés de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. En mai 1992, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une série de sanctions contre la Yougoslavie et le secrétaire d'État américain agite la menace d'une intervention militaire. Un ultimatum est lancé par l'OTAN en février 1994. Les positions serbes sont bombardées et les milices serbes doivent se replier. Il faut cependant attendre novembre 1995 pour aboutir à la conclusion d'un cessez-le-feu, puis à un accord de paix paraphé le 21 novembre à Dayton aux États-Unis sous l'égide du président américain Bill Clinton.

L'accord maintient l'unité de la Bosnie-Herzégovine, désormais composée de deux entités confédérées : l'une croato-musulmane (51% du territoire), l'autre serbe (49%) avec Sarajevo unifiée comme capital. Il a été prévu que les criminels de guerre soient exclus des fonctions publiques en attendant d'être appréhendés et jugés par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie installé à La Haye. La guerre et l'épuration ethnique ont fait entre 200 000 et 300 000 victimes, ainsi qu'un million de personnes déplacées.

2.3 Les conséquences du conflit

L'ONU a pour mission de faire appliquer l'accord. Une force de paix internationale, placée sous le commandement de l'OTAN, est déployée. Elle comprend 60 000 hommes, dont 20 000 soldats américains. Le conflit a pris fin en Bosnie, mais la région des Balkans demeure une zone de tensions aux portes de l'Europe (guerre du Kosovo en 1998-1999, conflit en Macédoine et en Serbie en 2001, nouveau conflit au Kosovo en 2004).

C'est également un conflit interethnique qui oppose en 1998-1999 au Kosovo, la population albanophone, majoritaire aux milices serbes manipulées par Belgrade. La décision prise en 1989 par Milosevic de mettre fin au statut d'autonomie du Kosovo se heurte à la résistance des opposants au projet de Grande Serbie des dirigeants de Belgrade. Cette résistance se transforme en 1998 en une guerre ouverte, réprimée par les Serbes avec la même férocité que



celle déployée quelques années plus tôt en Bosnie. Suite aux atrocités commises et à l'exode des populations kosovares en direction des pays voisins (Albanie, Monténégro, Macédoine), l'OTAN intervient militairement en mars 1999 pour obliger l'armée serbe à évacuer le Kosovo.

Pendant près de trois mois les forces aériennes alliées bombardent Belgrade et de nombreux autres sites obligeant le gouvernement yougoslave à céder. Formellement maintenu au sein de la République fédérale de Yougoslavie, le Kosovo est provisoirement administré par l'ONU et maintenu sous un régime d'occupation par une force armée internationale, la KFOR. L'aggravation de la situation économique en Serbie entraîne le renversement sans effusion du régime en 2000 et à l'arrestation de Milosevic en mars 2001, suivi de son transfert à La Haye afin qu'il réponde de ses actions criminelles devant le tribunal international. Au total, 161 personnes sont mises en accusation.

En février 2007, le TPIY juge la Serbie non-coupable de génocide et conclut que le gouvernement de Belgrade n'avait pas planifié le massacre de Srebrenica. L'année suivante, l'un des principaux responsables des crimes de guerre perpétrés par les Serbes en Bosnie-Herzégovine, Radovan Karadzic, est arrêté après de nombreuses années de cavale condamné à 40 ans de prison. En novembre 2017, Ratko Mladic, ancien chef des forces serbes en Bosnie, est condamné à la détention à perpétuité lors de l'ultime session du TPIY, durant laquelle Slbodan Praljak, ancien chef des forces croates en Bosnie, se donne la mort à l'annonce du verdict qui confirme sa condamnation à 20 ans de réclusion. Commencé en février 2002, le procès de Milosevic pour crime de guerre, crime contre l'humanité et génocide, n'a toujours pas abouti cinq ans plus tard, lorsque l'accusé succombe à un infarctus du myocarde.

La guerre en ex-Yougoslavie a surtout démontré que le monde de l'après-guerre froide porte de nouveaux conflits, y compris dans un continent que l'on pensait pacifié définitivement - pendant la même période, un génocide est perpétré au Rwanda (1994) et face à la multiplication des conflits internationaux, certains évoquent « le nouveau désordre mondial ». Cette guerre témoigne également de l'impuissance de l'Union européenne à éviter et à faire cesser un conflit. Seuls les États-Unis, usant de leur puissance au service de la diplomatie, semblent capables de faire respecter le droit international dans la dernière décennie du XXe siècle.

2.4 Autres drames et justice internationale

Au Rwanda, en 1994, a lieu un génocide causant plus de 800 000 morts. Dans ces pays de la région des Grands Lacs, deux ethnies cohabitent : les Tutsis et les Hutus. Le 6 avril 1994, sous prétexte de la mort du président rwandais dans un attentat, les Hutus radicaux s'engagent dans des crimes de masse contre les Tutsis. L'ONU règle péniblement le conflit et crée le 8 novembre 1994 le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Les crimes contre l'humanité ont régulièrement lieu : enlèvement en Amérique Latine avec les FARC (même si des accords de paix ont été signés en 2016), Boko Haram au nord du Nigéria ou Daech de 2014 à 2018 dans le nord de la Syrie et de l'Irak, contre les populations non sunnites. Le droit international a du mal à se charger de résoudre ces problématiques.

